

TOUS ENSEMBLE, PAR LA GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE, NOUS POUVONS GAGNER CONTRE SARKOZY !

En s'engageant dans la " grève illimitée reconductible par période de 24 heures ", les travailleurs de la SNCF, de la RATP, d'EDF-GDF, etc., ouvrent la voie d'une puissante mobilisation de tous les travailleurs contre la politique de Sarkozy. En construisant la grève et le blocage des universités depuis trois semaines, les étudiants prouvent qu'il est possible de construire un mouvement chaque jour plus puissant (près de 30 facultés bloquées le 13/11). Les salariés des régimes spéciaux ont raison de se battre pour la défense des 37,5 annuités et de tous leurs acquis : c'est uniquement pour accroître les profits du patronat que Sarkozy veut les liquider ! Les étudiants ont raison de se battre pour l'abrogation de la loi LRU : les Universités ne sont pas à vendre !

Mais l'enjeu de la situation dépasse de loin ces deux questions. Si Sarkozy s'attaque aux régimes spéciaux, c'est d'une part pour faire sauter le dernier verrou avant d'imposer 41 ans de cotisation à tous les salariés, puis 42 ans et plus. D'autre part, il veut prouver à son commanditaire, le patronat, qu'il est capable d'infliger une défaite majeure aux catégories de travailleurs qui ont été parmi les plus combattives depuis 1995 : si les salariés des régimes spéciaux restaient isolés et perdaient cette bataille, cela affaiblirait durablement tous les travailleurs. Si Sarkozy réussit à triompher d'une grève dure de ces secteurs combattifs, capables de paralyser en partie l'activité économique, il n'aura ensuite aucune raison de reculer devant la grève d'un quelconque autre secteur. De même, s'il réussit à vaincre les étudiants qui avaient imposé une défaite à ses prédécesseurs Chirac-Villepin en les obligeant à retirer le CPE, il réussira à faire passer ses autres attaques contre l'enseignement public et la jeunesse.

Séparément, tous les travailleurs seront perdants. En construisant tous ensemble la grève interprofessionnelle, nous pouvons vaincre Sarkozy. Or la situation offre la meilleure occasion possible pour construire la grève interprofessionnelle et imposer la satisfaction des revendications communes : pour le retour aux 37,5 pour tous ; pour l'augmentation des salaires de 300 euros pour tous ; contre les franchises médicales et la privatisation de la Sécurité sociale ; pour le rétablissement des 22 000 postes de fonctionnaires supprimés ; contre toute remise en cause des statuts de la Fonction publique ; pour la défense de l'Université et de tout l'enseignement public ; contre la traque des sans-papiers et les loi anti-immigrés ; pour la défense du droit de grève...

Pour construire la grève interprofessionnelle, les travailleurs devraient pouvoir compter sur les organisations syndicales construites par les générations précédentes pour lutter de façon coordonnée, mais ce n'est pas le cas. Depuis l'élection de Sarkozy, les directions des principaux syndicats ont refusé de préparer la résistance sociale, préférant participer à toutes sortes de " négociations " et autres " tables rondes ". Aujourd'hui encore, les fédérations des travailleurs à régimes spéciaux affirment certes refuser la réforme en l'état, mais la plupart refuse d'exiger le maintien des 37,5 annuités et de tous les acquis et elles demandent à " négocier " avec le gouvernement, qu'elles acceptent de rencontrer aujourd'hui même (14/11) ! Sans parler de la CFDT, qui se prononce explicitement pour les 40 annuités, B. Thibault, secrétaire général de la CGT, s'est même dit prêt hier soir à ouvrir des " cycles de négociations sur chacun des régimes spéciaux ", c'est-à-dire qu'il propose de diviser les travailleurs concernés au lieu de les aider à faire front tous ensemble. De plus, Thibault a expliqué qu' " une négociation, c'est l'ensemble des acteurs autour d'une même table, chacun défend ses points de vue et on voit s'il y a des points communs qui peuvent être dégagés " : comme s'il pouvait y avoir des " points communs " entre les travailleurs qui défendent leurs acquis et Sarkozy qui veut les détruire ! Enfin, Thibault a déclaré que " ces négociations devraient se dérouler dans un délai d'un mois " et que la grève " pourrait être raccourcie si le gouvernement montre qu'il veut aborder les choses dans un cadre tripartite " : cela revient à briser la dynamique de la grève reconductible qui vient de s'ouvrir et par conséquent à mener droit dans le mur les travailleurs en lutte. Mais ce sont toutes les fédérations qui acceptent de rencontrer aujourd'hui le gouvernement pour " négocier " — celles des SUD protestant quant à elles pour n'avoir pas été invitées ! Non, la régression sociale ne se " négocie " pas !

Sur le plan interprofessionnel, l'orientation des directions syndicales n'est pas meilleure : au lieu de s'appuyer sur le succès du 18 octobre pour construire la convergence des luttes, elles appellent à des mobilisations en ordre dispersé : le 14 pour les régimes spéciaux, le 20 pour les fonctionnaires, etc. Pour le 20, les directions fédérales des fonctionnaires ont refusé d'aborder la question centrale des retraites ! Elles ont accepté le chantage répugnant de Chérèque (CFDT), qui menaçait de ne plus appeler au 20 si cette même date était retenue pour les cheminots : " S'il y a un mélange des mouvements entre les régimes spéciaux, les fonctionnaires et je ne sais quoi encore, on se réserve le droit de se retirer ", avait-il déclaré le 29/10 lors de l'émission " Franc-Parler ". Mais Le Reste, secrétaire de la CGT-Cheminots est sur le même longueur d'onde en disant que, " pour l'instant ", c'est-à-dire à un moment crucial, " chacun conserve l'autonomie et la maîtrise de ses mouvements revendicatifs " (Le Parisien, 23/10).

Dans cette situation, les travailleurs doivent compter avant tout sur eux-mêmes et sur les secteurs syndicaux réellement combattifs. Pour cela, ils doivent s'auto-organiser avec de puissantes Assemblées générales dans les entreprises et les établissements, en construisant des comités de grève partout où la grève est possible, en mettant en place des piquets pour assurer le succès de la grève. De plus, il faut organiser des AG interprofessionnelles partout où c'est possible. Enfin, il faut combattre ouvertement l'orientation des directions syndicales qui refusent de construire la grève interprofessionnelle jusqu'à la victoire, il faut leur imposer la rupture de toutes les " négociations " avec le gouvernement. — Pour discuter de ces propositions,

TOUS À LA RÉUNION INTERPROFESSIONNELLE DE MOBILISATION SAMEDI 17 NOVEMBRE à 14 heures

local syndical du 9, rue du Château-Landon, Paris Xe, M° Gare de l'Est ou Château-Landon

à l'appel du IIIe Forum de la résistance sociale (qui regroupe le CILCA, la FSE-Paris, le Groupe CRI, SUD-Lycéen et, à titre individuel, des militants du CRC, de la CGT, de la FSU, de la LCR, de SUD-Rail...) et d'Émancipation-Région parisienne